

Article paru dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 4 juin 2004

Struck : l'Amérique a besoin de nous

Discours de politique de sécurité devant l'Assemblée de l'UEO à Paris

Paris, le 3 juin – Le gouvernement allemand exclut toute participation de la Bundeswehr à une éventuelle intervention de l'OTAN en Irak. C'est ce qu'a affirmé le ministre de la défense, M. Struck, jeudi à Paris devant l'Assemblée interparlementaire de l'UEO, dont certains de ses membres viennent de pays qui ont envoyé des troupes en Irak. « J'ai peine à imaginer que l'OTAN puisse jouer à l'heure actuelle un rôle accru car, sur le plan militaire, elle ne pourrait rien faire en Irak que les forces de la coalition ne puissent faire par elles-mêmes. » Le ministre de la défense a déclaré qu'il était « évident » que l'Amérique et ses partenaires ne pourraient pas rétablir la sécurité « en jouant le rôle de force d'occupation ». De même, la coalition n'a pas réussi « à satisfaire les besoins élémentaires de la population et à mettre en place une administration qui fonctionne et un appareil gouvernemental doté d'une légitimité ».

En réponse à une observation d'un parlementaire néerlandais, Struck a précisé que l'Amérique s'est certes imposée sur le plan militaire, mais qu'elle dépend des Européens dès lors qu'il s'agit de reconstruire le pays. Une internationalisation du processus de construction d'un Etat en Irak est donc, selon lui, inévitable. « La guerre en Irak a montré que l'Amérique ne peut pas réussir sans les Européens », a dit Struck. Il s'est prononcé pour une limitation dans le temps du mandat des troupes multinationales engagées dans le pays sous la conduite des Etats-Unis. Sur ce point, le gouvernement allemand est d'accord avec la France. Le Président Chirac demande que le gouvernement intérimaire irakien soit doté de larges pouvoirs de décision, et notamment qu'il ait voix consultative sur les opérations militaires des troupes internationales placées sous commandement américain.

Le ministre a défendu devant les parlementaires de 28 pays européens (dont certains ont un statut de membre associé, d'observateur ou d'associé partenaire) le maintien du service militaire obligatoire en Allemagne. Avec une armée de métier, on court le risque de rompre le lien entre l'armée et la société. « Je ne voudrais pas prendre un tel risque », a-t-il ajouté. En répondant aux questions qui ont suivi son discours, il a indiqué clairement qu'une armée de métier s'achopperait en premier lieu à l'écueil du financement. « Une armée professionnelle coûte plus cher. Tous les exemples qui existent chez nos voisins européens l'ont prouvé ».

Pour financer ces dépenses supplémentaires, il faudrait réduire le volume des forces. « Mais si nous voulons faire face à nos obligations internationales, nous ne pouvons réduire davantage les effectifs de la Bundeswehr. » Le ministre a apaisé les inquiétudes des parlementaires au sujet de la survie de l'UEO en affirmant qu'aucune décision ne pourrait être prise en ce qui concerne l'avenir de l'Organisation avant l'entrée en vigueur de la Constitution de l'UE, autrement dit pas avant 2007 ou 2008. L'UEO, [dont l'Assemblée] a son siège à Paris, est issue du Traité de Bruxelles de 1948, modifié en 1954. L'organisation de sécurité et de défense n'a, dans les faits, jamais pris l'importance qu'elle était censée avoir initialement, mais elle a fait ses preuves comme tribune de discussion et d'échanges de vues sur les questions de sécurité.